

# droit et liberté

MENSUEL DU MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES



N° 451 - Juin 1986 - 8 F

ISSN 0012-6411

## DES INQUIÉTUDES QUI SE CONFIRMENT

*En ce printemps 1986, un sentiment d'inquiétude s'insinue chez les antiracistes.*

*Est-ce bien raisonnable puisqu'aucun homme politique, même le plus extrémiste, n'ose se réclamer ouvertement de cette idéologie funeste?*

*Certes, mais nombreux sont ceux qui proclament bien haut leur attachement aux valeurs fondamentales de la République, dont l'antiracisme, pour tenir sans désespérer des propos bien étranges.*

*Ainsi fut agitée à Marseille la hantise de "voir mettre un tchador à la Bonne Mère". Après avoir reproché aux populations étrangères de prendre aux Français leur emploi, leurs richesses, leur sécurité, on les accuse maintenant d'avoir volé à ceux-ci leur identité!*

*Méfait d'autant plus grave qu'il est impalpable, sans contour défini, et qu'il est par suite impossible de s'en disculper.*

*Il ne constitue pas moins la justification profonde d'une série de mesures qui sont annoncées et que les seules explications conjoncturelles ne peuvent cerner.*

*Les contrôles d'identité rendus obligatoires pour toute la population sous peine de sanctions pénales menacent en réalité ceux qui y étaient déjà trop souvent soumis, les jeunes, les Noirs, les basanés, les paumés.*

*L'accès au territoire français rendu plus difficile par l'établissement de visas, la reconduite à la frontière soustraite au contrôle judiciaire, l'admission du demandeur d'asile laissée à la discrétion de la police, l'acquisition de la nationalité française réservée aux seules personnes jugées dignes de l'obtenir, autant de projets qui remettent en cause des traditions bien ancrées, comme des droits acquis depuis peu.*

*Ce printemps nous apporte aussi des nouvelles bien sombres de l'Afrique du Sud. Combien de temps encore, combien de morts faudra-t-il pour abattre l'apartheid, ce régime de la honte?*

*George Pau-Langevin*

*Appel du MRAP, pétitions, démarches :*

**DES DROITS  
DES IMMIGRÉS  
AUX LIBERTÉS DE TOUS**  
*(page 10)*

*Soweto 76-86 :*

**GRANDE MANIFESTATION  
A PARIS LE 16 JUIN**  
*(à 18 h 30 - Métro Invalides)*

**CONFÉRENCE  
INTERNATIONALE  
DE L'ONU A PARIS LE 16**

**DOSSIER SPÉCIAL  
APARTHEID:**  
*(pages 3 à 10)*

*Les relations économiques*

*L'action du MRAP*

*Une interview de Dulcie  
September*

*MRAP-Solidarité et l'a-  
partheid*

*Le système de santé en  
Afrique du Sud*

*Université de Nantes :*  
**UN JURY SOUS INFLUENCE**  
*(page 2)*



Pour vous permettre de mieux lutter contre l'apartheid, voici un dossier spécial de 7 pages qui en aborde les différents aspects. Une analyse des relations économiques entre la France et l'Afrique du Sud (ci-dessous), un bilan de l'activité du MRAP et des matériels à votre disposition (pages 4-5), une interview exclusive de Dulcie September, représentante en France de l'ANC (pages 6-7), un bilan de l'activité de MRAP-Solidarité en direction des peuples sud-africain et namibien, enfin une analyse du système de santé en RSA (pages 8-9).

## *Les relations économiques de la France avec l'Afrique du Sud :*

# Une progression constante

Intervenant le 9 octobre 1984 lors d'une séance extraordinaire du Comité Spécial contre l'Apartheid, Claude Cheysson avait défini le régime d'apartheid comme un "défi à la conscience universelle, (un régime) où l'étoile jaune n'est pas nécessaire, la peau est noire et cela suffit à désigner une espèce humaine particulière".

Néanmoins, C. Cheysson avait tenu à "mettre en garde ceux qui souhaitent couper économiquement la République Sud-Africaine du reste du monde: une telle disposition n'aurait guère d'efficacité, elle pourrait même être contre-productive (...), il faut au contraire parler aux Sud-Africains, leur montrer que leur attitude est inacceptable moralement, dangereuse politiquement, scandaleuse spirituellement". Ce souci du dialogue s'était d'ailleurs traduit par la visite de Pik Botha à son homologue R. Dumas en février 85.

### *Du matériel informatique aux centrales nucléaires*

En mai 1985, le premier ministre Laurent Fabius appelait à des sanctions économiques dont on a reconnu la portée essentiellement psychologique.

Le gouvernement français décidait de ne plus investir en Afrique du Sud si "dans un délai de 18 mois, des mesures ne sont pas prises pour en terminer avec les pratiques de l'apartheid".

Cinquième fournisseur de l'Afrique du Sud avec 4,4 milliards de francs en 1984, la France en est le 25ème client pour un montant de 5,9 milliards en 1984 (soit une progression de 35 % par rapport à 1983).

La France vend du matériel informatique, de l'équipement téléphonique, du matériel électrique, du matériel pour le bâtiment et les travaux publics, des machines, de l'ingénierie, du pétrole.

En 1984, l'Air Liquide a signé un contrat de 250 millions de francs pour construire en Afrique du Sud la plus grosse unité mondiale de production d'oxygène (2.500 tonnes par jour).

### *Une situation de crise qui rendrait encore plus efficace l'arrêt des relations économiques*

La même année, le consortium Alstom-Spie Batignolle a mis en route le deuxième réacteur nucléaire de Koeberg.

Toujours en 1984, les banques françaises ont prêté 21,1 milliards de francs à l'Afrique du Sud alors que la Dresdner Bank (RFA) ou la Barclays (G.B.) annonçaient leur désengagement.

On estime que les investissements français en Afrique du Sud représentent 14 milliards de francs.

Merlin Gérin, CGEE, Le Carbone Lorraine, Rhône-Poulenc sont aussi très engagés dans la collaboration avec le régime raciste, la palme revenant toutefois à Total qui a le monopole de la fourniture de carburant à l'armée et la police sud-africaines.

Pour ce qui concerne les armements, "Marchés Tropicaux" du 25 mai 84 écrit: "Il ne semble pas que l'armée sud-africaine éprouve des difficultés pour se procurer des pièces détachées pour ses armements d'origine française".

Ainsi, la France vend à l'Afrique du Sud des systèmes, des

matériaux et des technologies de pointe lui permettant de renforcer sa puissance économique et militaire.

Les achats français ont représenté 6 milliards de francs en 1984. Quatre millions de tonnes de charbon ont été achetées par EDF en 1985, de l'uranium (1 milliard de francs), des minerais, des ferros-alliages, des fruits, des métaux précieux, des produits animaux (laine et poissons) ont été importés.

Le développement des luttes en Afrique du Sud, la pression de l'opinion publique internationale font que l'Afrique du Sud travers sans aucun doute sa plus grave crise politique depuis l'arrivée au pouvoir du Parti National (1948).

Le 28 août 1985, pour enrayer la fuite des capitaux, la bourse sud-africaine a fermé, le 1er septembre, l'Afrique du Sud a suspendu unilatéralement le remboursement de sa dette à court terme, soit 14 milliards pour une dette de 24 milliards et un double marché des changes a été créé pour protéger le rand.

Le commerce intérieur est durement frappé par le boycottage des magasins blancs par les noirs, trois mille entreprises ont fait faillite en 1984 et la construction automobile a vu la fermeture d'Alfa Roméo, de Peugeot et de Renault.

On comprend alors combien seraient efficaces parce que coercitifs le refus de vendre des produits français de haute technologie, l'interruption des actions d'assistance technique et de formation, l'interdiction des prêts et des divers soutiens financiers français

Agir ensemble

## L'ACTION DE NANTES

### 8 HEURES CONTRE L'APARTHEID

Cette journée du 22 mars 1986 faisait suite à la manifestation locale de septembre 1985 contre l'apartheid, à l'appel du MRAP, manifestation soutenue par une quinzaine d'organisations syndicales et politiques.

Son but : une meilleure information et une profonde réflexion sur l'odieux système d'apartheid.

A l'initiative du MRAP et de S.O.S.-Racisme, sa préparation a débuté dès le 9 décembre 1985. A cet effet, au cours des réunions hebdomadaires et mensuelles, trois thèmes ont été retenus qui ont alimenté trois forums :

**Le 1er : Rôle de la France et de l'Europe par rapport à l'Afrique du Sud**

**Le 2è : Luites ouvrières et syndicales en Afrique du Sud**

**Le 3è : Lutte des femmes contre l'apartheid**

L'originalité de ces forums auxquels ont participé plus de 300 personnes, résidait autant dans la démarche que dans le fait qu'ils réunissaient, en plus du MRAP, des animateurs d'organisations diverses : le Mouvement anti-apartheid (MAA)

le Mouvement des femmes noires (MODEFEN)

le Mouvement de libération des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie (CSPAN)

Une fois assurée la participation des intervenants, les organisateurs ont demandé le soutien, par une réunion unitaire, d'un large éventail d'organisations syndicales et politiques (26 au total) qui ont participé au tirage des tracts et affiches prêts environ trois semaines à l'avance.

Une telle publicité a entraîné l'annonce et la couverture de la journée par les médias locaux et régionaux.

Tout ce travail a porté ses fruits puisque 600 personnes ont participé soit aux forums, soit à la fête-concert qui a suivi avec les groupes "afro-nantais" Ayoka et Djimbo.

Heureuse initiative qui va trouver dans un premier temps un prolongement immédiat avec un concert antiraciste animé par le groupe XALAM, le 24 juin. Dans un deuxième temps, en septembre prochain, des actions seront menées pour intensifier le boycott de l'Afrique du Sud.

---

Si, vous aussi, vous avez lancé une action qui vous semble pouvoir aider d'autres adhérents, comités locaux, fédérations du MRAP à agir dans le même sens, envoyez un courrier détaillé au Comité de Rédaction de Droit et Liberté, 89 rue Oberkampf, 75543 PARIS CEDEX 11. Nous ferons au mieux pour la publier intégralement.

---

Informers

L'une des tâches importantes du MRAP est de sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes générés par l'apartheid. Il ne se passe pas de semaine sans que des comités locaux du mouvement, du nord au sud, de l'est à l'ouest, ne mettent sur pied telle ou telle forme d'actions. A défaut d'être exhaustif, en voici quelques-unes

A la MJC de Poitiers, présentation d'une exposition sur le thème "L'enfant en Afrique du Sud", exposition qui a été présentée ensuite sur les marchés et la bibliothèque municipale de la ZUP.

En Auvergne, les comités locaux de Clermont-Ferrand, Aurillac, Le Puy, Issoire ont mis l'accent sur la Namibie en organisant une soirée sur ce thème dans chacune de ces villes.

La Fédération du Vaucluse a mené une grande campagne auprès des municipalités de ce département pour qu'elles donnent le nom d'un héros de la lutte contre l'apartheid à l'une des artères de leurs villes. Ainsi, à Entraigues, le samedi 19 avril, a été inauguré l'espace vert Nelson Mandela.

Sur proposition du MRAP local, le Conseil municipal de Vienne (Isère) a fait Nelson Mandela citoyen d'Honneur de cette ville, au cours d'une de ses séances en février 86.

A Angoulême, présentation dans une MJC de la ville de l'exposition sur la Namibie réalisée par le MRAP-Charente. Cette même exposition (12 panneaux extra-légers 0,85x65cm) circulera en juillet et août dans tous les centres de loisirs de la Charente. Cette exposition peut être louée à ladite fédération (coordonnées au siège).

A ces initiatives locales, il convient d'ajouter les locations d'expositions réalisées par le siège (voir rubrique expos) qui ont été présentées récemment à Belfort, Massy, Champagne-sur-Marne, Gennevilliers

René Mazenod



## Du matériel pour convaincre

- **Le badge de la solidarité** : Apartheid-stop (l'unité : 10F. A partir de 100 : 6F l'un).

- **Des affiches 40x60cm** : Apartheid-stop; Benjamin Moloïsé (avec demande de sanctions contre l'Afrique du Sud); liberté pour l'Afrique Australe; loi sur les rapports entre ethnies.  
PVP : 10F l'unité; CL : 5F l'une.

- **Des autocollants** : Libérez Mandela ! Non à l'apartheid ! Apartheid-Stop (PVP : 5F; CL : 2F l'unité).

- **Des planches de 4 cartes postales illustrées, détachables, destinées** au Président de la République et au Premier Ministre (pour demander des sanctions contre l'Afrique du Sud), à l'ambassadeur d'Afrique du Sud (libération des prisonniers politiques et abolition du système d'apartheid), au MRAP (soutien et demande d'informations).  
L'unité : 5F; CL : 3F).

- **Des cartes postales, avec les portraits de Nelson et Winnie Mandela** pour leur témoigner la solidarité de l'opinion française.  
L'unité 3F. Par cent : 1F l'une).

- **Une brochure de 12 pages** : "L'apartheid contre le sport".  
PVP : 5F.

- **Des livres** : "Diviser pour régner", 15F. "L'apartheid le dos au mur" (guide de l'exposition internationale d'affiches contre l'apartheid), le n° : 30F. "Soweto. Soleils fusillés", poèmes de Paul Dakeyo. L'unité : 15F.

et aussi :

**UNE LISTE DES PRODUITS SUD-AFRICAINS VENDUS EN FRANCE ET DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES ENGAGÉES DANS LE SYSTÈME D'APARTHEID.** 3F les 10.

S'informer pour les frais d'envoi au (1) 48.06.88.00

**Cinq expositions sont à votre disposition au siège. Chacune d'elle représente une cible, une sensibilité et un créneau différents.**

### - AFRIQUE AUSTRALE

9 panneaux de 1,00x1,50m. Chaque panneau, relatif à un thème différent, peut être présenté à part. Trois parties : Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe.  
Location pour une semaine : 250F. Plus frais d'envoi.

### - APARTHEID LE DOS AU MUR

Une exposition de 96 affiches de différents pays présentée pour la première fois au Musée de l'Affiche et de la Publicité, à Paris, en 82/83. Réalisation : MRAP. Parrainage : ministères des Relations Extérieures et de la Culture, ONU. Les affiches, entoilées, peuvent être fixées par des épingles ou des punaises. (Voir rubrique matériel).  
Location pour une semaine : 800F. Plus frais d'envoi.

### - 15 ARTISTES PEINTRES CONTRE L'APARTHEID

Exposition de 15 affiches entoilées contre l'apartheid. Quinze peintres célèbres ont ainsi dénoncé les pratiques de l'apartheid en Afrique du Sud.  
Location pour une semaine : 200F. Plus frais d'envoi.

### - UNE CLASSE DE COLLEGE ETUDIE L'APARTHEID

14 panneaux 110x90cm. Travail effectué dans le cadre d'un P.A.E. par une classe d'un collège de la ville d'Argenteuil (95). Géographie, Histoire, économie-politique de l'apartheid.  
Location pour une semaine : 300F. Plus frais d'envoi.

Une exposition intitulée "Femmes, enfants, apartheid" est en préparation. Nous vous en reparlerons dans le prochain numéro.

## UN DOSSIER-POCHETTE

L'apartheid a le triste privilège d'être à la fois le système le plus dénoncé au monde et le plus méconnu. L'éloignement géographique et le silence organisé n'en sont pas les moindres raisons.

Comment un système aussi barbare peut-il exister et survivre? Le remarquable dossier-pochette préparé pour le MRAP par Marianne Cornevin répond à cette question.

En bonne universitaire, Marianne Cornevin commence par définir son sujet: qu'est-ce que l'apartheid? Elle en donne les sept piliers: l'interdiction des mariages interraciaux, la discrimination socio-économique, la ségrégation résidentielle, l'enseignement séparé, la division des Noirs en dix "nations", le déni de tout droit politique, le contrôle des mouvements de la population noire.

La partie historique s'étend du milieu du XVIIème siècle à nos jours. Mais au passage, on rappelle que, contrairement au credo naguère officiel, les Noirs étaient en République sud-africaine quelque 1.300 ans avant l'arrivée des premiers colons! Un long chapitre est consacré à l'histoire de la résistance et de la répression depuis la conquête coloniale, et il est fort utile. Combien savent que le Président de l'ANC, Albert Luthuli, a reçu le Prix Nobel de la Paix, en 1961, 23 ans avant Desmond Tutu?

Citons encore le chapitre détaillant les discriminations, et l'excellente analyse économique que mène Marianne Cornevin sur le système de l'apartheid.

Lisez cette pochette. Tout ce que vous avez imaginé de pire sur l'apartheid est dépassé par la réalité que l'on y décrit.

L'apartheid, collection Les Dossiers du MRAP, à commander au MRAP: 40 Frs, prix public; 35 Frs, comités locaux.



# « Un peuple et sa

Une interview exclusive de Dulcie September,

1976-1986 : Depuis les tragiques événements de Soweto, le paysage politique de l'Afrique du Sud s'est considérablement transformé. L'A.N.C., African National Congress, est aujourd'hui reconnu comme représentant du peuple d'Afrique du Sud, non seulement par ses alliés et amis mais aussi par certaines forces, étrangères jusqu'alors à la lutte du peuple noir.

A la veille du 16 juin, date historique pour le mouvement de libération, Dulcie September, responsable de l'A.N.C. à Paris, nous précise les analyses et positions de l'African National Congress. Un entretien en toute liberté.

"Il est effectivement important de reparler des événements de Soweto. Ce 16 juin, 10.000 collégiens de 12 à 21 ans manifestent de façon pacifique contre l'introduction de l'afrikaans comme langue d'enseignement. L'afrikaans est la langue des Blancs et de leurs alliés en Afrique du Sud. En fait, c'est la base de la domestication du peuple. C'est pourquoi ces émeutes furent révélatrices de l'opposition et de la conscience de la jeunesse noire. La répression a été extrêmement violente. C'est à cette époque que des milliers de garçons et de filles ont fui le pays. Ils ont alors trouvé les moyens de rejoindre les structures de l'A.N.C., soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des frontières. Il faut souligner que ce soulèvement est intervenu après l'indépendance du Mozambique et de l'Angola : en ces années 70, la victoire des peuples noirs a brisé le mythe de l'invincibilité du pouvoir blanc, et par là même de Prétoria. Il était devenu possible d'engager la lutte contre l'armée sud-africaine qui tue et qui réprime".

En dix ans, l'A.N.C. a gagné en crédibilité et est devenue une force réelle à l'intérieur du pays.

"La lutte s'est effectivement développée. Le régime raciste a perdu le contrôle des "townships" et s'est vu dans l'obligation de décréter l'état d'urgence. Mais la violence de la police et de l'armée n'ont pas réussi à anéantir la résistance. L'unité des forces de libération est exemplaire. L'U.D.F. (Front démocratique) regroupe aujourd'hui plus de deux millions de personnes. 400 organisations y sont affiliées. Le phénomène le plus intéressant est peut-être l'émergence des syndicats. Mais leur action n'est pas nouvelle. L'histoire de ce siècle est traversée de poussées de fièvre des travailleurs noirs et elle est marquée aussi d'une impitoyable répression. Les années 50 ont vu la création du South African Council of Trade Unions (SACTU). Progressivement, la syndicalisation a touché des branches nouvelles du secteur industriel. Et si la National Union of Mineworkers (NUM) est le premier syndicat noir du secteur-clé des mines, qui emploie un demi-million d'Africains, les autres organisations ne sont pas à négliger. La COSATU regroupe 35 fédérations, du textile à l'alimentation, des industries chimiques et pétrolières aux transports et à

l'administration. Le 1er mai a été l'illustration de cette force syndicale, puisque malgré l'interdiction du fait de grève, l'économie a été paralysée durant cette journée".

Dès lors, les entreprises étrangères ne se sentent plus "en totale sécurité" et nombre d'entre elles annoncent leur retrait de l'Afrique du Sud, comme l'a fait la General Motors en mai dernier.

"Cet aspect est pour nous très important. Actuellement, ce sont 35 compagnies qui ont décidé de quitter l'Afrique du Sud. La situation est instable et dans ce cas, le profit ne peut plus être maximum. Renault, Peugeot ont fait de même. Lors de notre rencontre avec des hommes d'affaires, nous avons pu préciser, pour la première fois, nos positions et notre analyse de cette situation. Il faut que ces dirigeants de sociétés étrangères comprennent que face à la violence, nous ne pouvons rester les bras croisés. Il nous faut combiner la lutte armée et le mouvement de masse. Utiliser les mêmes moyens que le pouvoir blanc. L'A.N.C. est prêt à discuter avec qui veut discuter. Et d'ores et déjà, nombre de délégations se sont rencontrées. Si aujourd'hui, nous demandons aux sociétés étrangères de partir, c'est afin qu'elles puissent revenir un jour futur, dans une autre Afrique du Sud.

# jeunesse debout »

représentante de l'ANC en France

L'affaiblissement du régime est à ce prix, et l'exploitation éhontée de notre peuple ne peut plus durer".

Une nouvelle fois, le régime de Prétoria a agressé les pays voisins. Une intervention qui n'est peut-être pas une preuve de force...

"Le gouvernement de Botha ne peut plus aujourd'hui imposer sa loi. Il parle de réformes mais nous n'en constatons aucune. L'abolition des "pass", contrairement à ce que certains prétendent, n'est pas une mesure démocratique. L'état cherche par tous les moyens à mieux "surveiller" la population, mais de fait, il n'y parvient pas. Et l'opinion publique internationale n'est pas dupe. L'apartheid ne peut être réformé, il faut le détruire. C'est ce que fait le peuple africain. Donc, à l'intérieur, le gouvernement ne contrôle plus le peuple. Même avec l'aide de ses "collaborateurs". C'est pourquoi Botha cherche à redorer son blason, à s'imposer par des démonstrations de force. Les pays voisins nous aident, nous soutiennent. Les actions conjuguées de l'intérieur et de l'extérieur sont extrêmement positives. La population se refuse à se laisser intimider. Cette pression pousse Prétoria à choisir l'agression et cela ressemble fort à une fuite en avant".

Des divergences apparaissent aujourd'hui au sein même des structures politiques du pouvoir, et par ailleurs les mouvements progressistes se renforcent au sein de la communauté blanche...

"Certains croient que le régime est en voie d'auto-destruction. Nombre de membres de l'opposition ont quitté le parlement. Ce sont des gens qui croient à un autre avenir pour notre pays. Et la politique de Botha ne peut leur convenir. Avec l'agressivité du régime raciste, la violence comme seule argumentation, il n'est pas, même pour des modérés, facile d'intervenir. D'autres forces politiques comprennent aussi maintenant que l'A.N.C. doit être un interlocuteur à part entière, et qu'elle ne peut être mise à l'écart d'une solution durable pour notre pays. Notre mouvement est clairement ouvert à tous. Et jour après jour, viennent nous rejoindre, dans cette lutte sans merci, des hommes et des femmes des autres communautés. Plus encore, nos relations avec l'Eglise, dont l'importance est à noter, se sont accrues. La rencontre avec la Conférence des Evêques catholiques d'Afrique Australe a été particulièrement positive. Les deux délégations se sont engagées à mettre rapidement un terme au funeste système d'apartheid et à transformer l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique et non-racial. Cet engagement est pour nous primordial et témoigne de l'évolution des diverses composantes de la société sud-africaine".

Le gouvernement français vient de rétablir dans ses fonctions l'ambassadeur de France à Prétoria. Il est question également que M. Chirac, premier ministre reçoive Pieter Botha...

"Pour l'A.N.C., c'est un non-événement. Ces décisions ne méritent même pas un commentaire. Ajoutons donc simplement que le gouvernement précédent a pris des mesures certes très limitées. Mais c'était un premier pas. En ce mois de juin et selon certaines informations, le gouvernement de M. Chirac veut défaire ce qui a été fait. La visite de Pieter Botha, par ailleurs, est tout simplement une insulte au peuple sud-africain qui, tous les jours, tombe sous les balles de l'apartheid. Balles d'une police et d'une armée nourries de matériel français. C'est pourquoi nous en appelons une fois encore à la solidarité, au soutien du peuple de France pour que cesse d'exister un régime indigne de la communauté des hommes".

Interview réalisée par C. Gavaille

## Droit et Liberté

89 rue Oberkampf,  
75543 PARIS CEDEX 11  
Téléphone: 48.06.88.00  
CCP 9 239 81 PARIS

### Directeur de la publication

René Mazenod

### Maquette

Véronique Mortaigne

### Secrétariat de rédaction

Monique Khellaf

### Comité de Rédaction

Bertrand Bary, Gérard Coulon, Claude Gavaille, Dominique Lahalle, René Mazenod, Claire Rodier.

N° de Commission paritaire: 61013

Imprimerie de Montligeon (61)

Abonnement d'un an: 80 F



## Mrap-solidarité et les victimes du régime de Prétoria

# Pour une solidarité active

Soweto, Sharpeville, Pretoria: la haine raciste, les crimes, la volonté d'avilir un peuple qui fait front avec courage. En Afrique du Sud et en Namibie, des femmes, des hommes, des enfants doivent, pour échapper au régime d'apartheid, se réfugier dans les pays de la ligne de front en Tanzanie, en Zambie, en Angola et des milliers sont dans une situation extrêmement précaire.

Il fallait prolonger l'action de sensibilisation, de mobilisation animée par le MRAP contre l'apartheid. C'est ainsi qu'en 1984, MRAP-Solidarité a organisé ses premières interventions vers les camps de réfugiés. Des vêtements ont été expédiés, des médicaments et même...des jeux éducatifs, pour la crèche de Dora Tamana en Zambie.

En 1985, les actions se sont poursuivies, à un niveau certes modeste: envois de médicaments, de vêtements dont 3.000 tee-shirts. Les échanges se sont développés en particulier avec le Collège de la Liberté Solomon Mahlangu. Aujourd'hui, cinquante tentes attendent d'être expédiées vers les camps de réfugiés.

Ajoutons que, l'an dernier, une attention particulière a été portée à la situation matérielle des familles des représentants des mouvements de libération sud-africain et namibien en France: prise en charge totale des enfants en centre de vacances, interventions pour l'amélioration des statuts des familles (sécurité sociale, école, etc.).

### *Se tourner vers les chercheurs, les ingénieurs, les techniciens*

En août 1985, une souscription nationale a été organisée et se poursuit pour soigner les enfants victimes de l'apartheid".

Un chèque de 10.000 Frs a été remis à l'ANC le 8 janvier 1986 et a permis l'achat d'un électrocardiographe, plusieurs centaines de kilogrammes de médicaments ont été collectés.

Bien entendu, l'équipe qui anime MRAP-Solidarité souhaite que l'action devienne moins artisanale. Une réflexion est en cours, sous la responsabilité de deux médecins, pour structurer la solidarité médi-

cale: il faut améliorer l'efficacité de l'action et y associer les militants compétents du MRAP.

De même, il y a un vaste champ d'action possible au plan de la "solidarité technique". Sans aucun doute de nombreux chercheurs, ingénieurs, techniciens sont susceptibles d'apporter leur contribution.

Bien sûr, MRAP-Solidarité n'intervient pas qu'en direction de l'Afrique du Sud (1), d'autres actions sont en cours avec pour principes que l'argent et les moyens collectés aillent effectivement aux victimes.

Il y a, en France, des milliers de femmes et d'hommes soucieux d'exprimer concrètement leur refus du racisme et des discriminations, c'est à eux que MRAP-Solidarité s'adresse.

J.P. R

(1) Mais en ce moment, l'accent est mis sur une souscription nationale pour l'achat de médicaments à destination de la RSA et d'une autre pour l'accueil et la scolarisation d'enfants namibiens en France.



Président d'Honneur  
Pierre Paraf

Présidente  
Jacqueline Grunfeld

## BULLETIN D'ADHESION

### • J'adhère à MRAP-Solidarité

(mettre une croix dans la case choisie)

- Moins de 18 ans : 30 F  
 Plus de 18 ans : 75 F  
 Adhérent du MRAP: 50 F

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse : .....  
Ville ..... Code Postal : .....

### • Je fais un don à MRAP-Solidarité :

- Solidarité 20 F  
 Soutien 20 F à 100 F  
 Participation plus de 100 F

F Mentions facultatives : .....  
F Année de naissance : .....  
F Profession : .....

### Soit la somme totale de :

Date

F  
Signature

Je désire recevoir un reçu qui me permettra de déduire mon don de mes impôts.  
Versement à l'ordre de MRAP-Solidarité C.C.P. 12 869 - 86D Paris

MRAP-Solidarité organise la solidarité matérielle et morale à l'égard des victimes du racisme et des discriminations culturelles, sociales et économiques en France et dans le Monde.

MRAP-Solidarité prolonge ainsi l'action du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

MRAP-Solidarité - 89, rue Oberkampf - 75011 PARIS - Tél. 48.06.88.00

Association de bienfaisance - Loi de 1901

## Santé et apartheid

Le gouvernement raciste de Pretoria se targue volontiers de faire bénéficier l'ensemble de la population d'Afrique du Sud d'un système de santé développé. Ce thème, largement diffusé par sa propagande, est repris par des publications françaises complaisantes.

L'analyse des revues médicales et des documents ministériels d'Afrique du Sud telle que l'a faite en 1984 Aziza Seedat dans "Crippling a Nation" permet d'avoir une connaissance claire de la santé sous le régime de l'apartheid.

La **population blanche** d'Afrique du Sud présente la même mortalité infantile et la même espérance de vie que les pays industrialisés. Les Blancs souffrent avant tout de surcharge alimentaire et les accidents cardiaques et vasculaires cérébraux sont leur principale cause de décès.

La mortalité infantile dans la **population noire** est dix fois supérieure, alors que l'espérance de vie est inférieure de 15 ans à celle des Blancs.

Ces indicateurs de santé de la majorité noire sont moins bons que dans nombre de pays sous-développés d'Afrique dont le PNB par habitant est pourtant très inférieur à celui de l'Afrique du Sud.

C'est la malnutrition qui directement ou indirectement est la principale cause de décès des Noirs. Ce sont surtout les enfants qui souffrent de famine, de carence protéinique et vitaminique. Trois millions d'enfants dénutris sont ainsi en permanence menacés par des maladies infectieuses qui évoluent chez eux, du fait de leur moindre résistance, de façon gravissime.

Ainsi les gastro-entérites, l'hépatite virale, la rougeole tuent de très nombreux enfants. La rougeole, par exemple, entraîne le décès de la moitié des enfants de moins d'un an qui en sont atteints à Soweto. D'autres maladies qui ont disparu de nos pays et de la population blanche d'Afrique du Sud en raison des progrès de la médecine, comme le choléra, la polyomyé-

# L'inégalité devant la maladie

lite, le rhumatisme articulaire aigu, sévissent chez les Noirs en véritables épidémies. Le trachome, qui entraîne une cécité, maladie typique des pays en voie de développement, est endémique au Transvaal. La tuberculose est en forte régression chez les Blancs depuis 1970, mais a augmenté de 40 % chez les Noirs depuis la même date.

Le gouvernement de Pretoria propage l'idée que les causes des morts d'enfants sont l'ignorance, les mauvaises habitudes alimentaires et les tabous. De nombreuses publications médicales sud-africaines rejettent ces assertions et montrent qu'au contraire la malnutrition est en rapport avec l'extrême pauvreté de la majorité noire.

Ceci est d'autant plus frappant que l'Afrique du Sud est un importateur d'aliments. Fréquemment, il y a "surproduction" et la presse sud-africaine fait régulièrement état de destruction volontaire de milliers de tonnes de lait, de fruits et de légumes.

Le taux d'accidents du travail et de maladies professionnelles dont sont victimes les travailleurs noirs est un des plus élevés du monde. A titre d'exemple, les accidents dans les mines sont 6 fois plus nombreux qu'en Grande-Bretagne.

### Les maladies de la misère

L'Etat sud-africain, dont l'économie est basée sur l'exploitation de la main d'oeuvre noire et les superprofits qui en résultent, trouve qu'il est plus simple de remplacer un travailleur que d'introduire des mesures préventives. Les normes de sécurité, beaucoup plus laxistes que dans les autres

pays industrialisés, ne sont généralement pas appliquées.

Les **maladies psychiatriques** des Noirs sont prises en charge par des organismes privés subventionnés par l'Etat qui, non contents de ne pas remplir leur mission de soins, exploitent souvent la force de travail des malades.

Dans le domaine de la **contraception**, l'Etat sud-africain se livre à des expériences dangereuses sur les femmes noires. Alors que la contraception est interdite pour les blanches, des spots publicitaires sont régulièrement diffusés à la télévision: "N'oubliez pas de donner la pilule à votre domestique".

Il existe une ségrégation complète des services sociaux et médicaux, qui crée dans la vie quotidienne des situations absurdes et odieuses telles que le refus de prise en charge en urgence d'un blessé grave par une ambulance.

### Un hôpital modèle surpeuplé

En 1981, on dénombrait 1 médecin pour 330 Blancs et 1 médecin pour 91.000 Noirs (soit 6 fois moins qu'en Angola et 3 fois moins qu'au Nigéria). Le grand hôpital Baragwanath de Soweto, cité comme modèle des bons soins que reçoivent les Noirs, fonctionne parfois au double de ses capacités alors qu'il reçoit un budget 3 fois moindre par malade que l'hôpital des Blancs de Johannesburg.

Il est évident qu'un service de santé libre et non discriminatoire ne pourra être mis en place qu'avec la destruction de l'apartheid.

Dr Lavignon